cemoti

Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien

22 | 1996
Arabes et Iraniens

Séminaire sur le Golfe Persique et les changements structurels du système international - Téhéran - 17-18 décembre 1995

Elizabeth PICARD

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/cemoti/149
DOI : 10.4000/cemoti.149
ISSN : 1777-5396

Éditeur
AFEMOTI

Édition imprimée
Date de publication : 1 juin 1996
ISSN : 0764-9878

Référence électronique
Elizabeth PICARD, « Séminaire sur le Golfe Persique et les changements structurels du système international - Téhéran - 17-18 décembre 1995 », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 22 | 1996, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté le 23 octobre 2023.
URL : http://journals.openedition.org/cemoti/149 ; DOI : https://doi.org/10.4000/cemoti.149

Ce document a été généré automatiquement le 23 octobre 2023.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Séminaire sur le Golfe Persique et les changements structurels du système international - Téhéran - 17-18 décembre 1995

Elizabeth PICARD

1 Trois mois seulement après le colloque de Doha organisé par le Centre de l'Unité Arabe, l'Institute for Political and International Studies a réuni dans la capitale iranienne plus d'une centaine d'experts conviés à débattre de la situation politique et stratégique dans la région devant un public choisi. Par sa nature différente, le Séminaire de Téhéran n'était pas une prolongation, ni même une réplique, au colloque de Doha. Par ailleurs, il s'est déroulé dans un contexte international tendu qui donnait tout son sens à l'initiative iranienne.

2 Plus souvent qu'un débat de spécialistes, le Séminaire de Téhéran a offert une tribune à des prises de position officielles et officieuses des divers participants. Ce fut à la fois sa limite et son intérêt: d'une part, la distinction entre perspectives académiques et positions politiques était oblitérée, s'agissant d'une des zones les plus sensibles stratégiquement de la planète

3 Des 12 intervenants arabes, des 18 intervenants iraniens et des 9 étrangers, bien peu évitèrent de se faire le porte-parole de leur propre gouvernement ou le propagandiste d'une doctrine. Moins nombreux encore furent ceux qui échappèrent à la censure explicite ou occulte de régimes autoritaires tous préoccupés de leur sécurité. D'autant que le cadre même de la rencontre accentuait son caractère officieux: l'IPIS est en effet une institution gouvernementale, l'équivalent iranien à la fois du Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères et de l'Institut Français des Relations Internationales en France. Et la moitié au moins des intervenants iraniens occupaient de hautes fonctions dans l'Etat, en particulier au ministère des Affaires étrangères - à commencer par le ministre en personne, qui donna l'exposé liminaire. Du côté arabe, il était clair que le directeur de l'Institut Politique de Damas dont l'intervention ramena

les auditeurs à la période du ba'thisme pro-soviétique des années 1960 et 1970, ou le journaliste du *Jumhuriyya* de Bagdad venu plaider "en son nom propre" en faveur d'une coopération irako-iranienne n'étaient pas des personnalités indépendantes. Mais que dire, s'agissant des universitaires - y compris des universitaires étrangers - sinon que la confusion des genres, à condition d'en être averti, ouvre parfois des espaces féconds.

4 Car, d'autre part, le séminaire fut l'occasion de débattre en direct et en public, "franchement", comme on dit en langage diplomatique, des griefs, des appréhensions et des objectifs des Etats de la région - y compris du grand absent que constituait l'Arabie Saoudite. Il a peut-être aussi été l'occasion pour Téhéran de tester les réactions d'interlocuteurs arabes et d'observateurs étrangers à la suggestion réitérée sous différentes formes, de mettre en place un système collectif régional de sécurité.

5 Si la participation était en effet particulièrement nombreuse (plusieurs dizaines de propositions de communication avaient été récusées), les débats serrés et l'attention soutenue, c'est que, de tous les thèmes retenus par l'IPIS pour son Séminaire annuel, celui de ce VIe "Séminaire du Golfe persique" n'a jamais été aussi crucial depuis les deux guerres du Golfe et la chute de l'Empire soviétique. La dévastation de l'Iraq, suite à la libération du Koweit par la coalition internationale en 1991, n'a été en sorte que le premier d'une chaîne de bouleversements prévisibles. Tant les responsables iraniens, préoccupés par le *dual containment* américain, que leurs interlocuteurs arabes qui prennent peu à peu la mesure des effets à long terme de l'opération *Desert Storm,* sont conscients de ce que leur région connaît une phase de changements structurels difficilement maîtrisables.

6 Quelques semaines seulement avant la tenue du séminaire, la revendication de l'attentat anti-israélien de Gaza par le Jihad islamique soutenu par l'Iran (2 novembre), l'attentat contre un cantonnement américain à Riyad (13 novembre) et la retraite du Roi Fahd pour cause de grave maladie (28 novembre) avaient été autant de signes de détérioration de la sécurité dans la région, alors même que le Congrès américain débattait de la future loi D'Amato-Kennedy destinée à frapper d'un embargo "secondaire" les entreprises investissant dans le secteur pétrolier en Iran. C'était aussi l'époque où les échanges de visites officielles entre Qatar et Israël, entre Oman et Israël, et la relance des négociations israélo-syriennes au lendemain de l'assassinat d'Itzhak Rabin (4 novembre), paraissaient marquer une accélération dans l'instauration du "nouveau Moyen-Orient" préconisé par Shimon Pérès si bien qu'au Séminaire, on ne compta pas les intervenants venus dénoncer un projet prêté à Washington de placer son allié israélien en position hégémonique sur toute la région à la faveur de l'instauration de ce "nouveau Moyen-Orient". Tant il est plus facile de partager une émotion qu'une analyse rigoureuse.

7 Mais, au-delà de cette unanimité qui culmina lors de l'administration par le Président Rafsanjani lui-même aux participants du Séminaire admiratifs, d'une leçon de finesse d'analyse et d'imagination stratégique, sur un ton tranquille alliant subtilement fermeté et ouverture -- au-delà de cette éphémère unanimité, il faut décrypter dans le déroulement complexe du séminaire, trois conférences emboîtées et emmêlées, dont chacune méritait attention pour ce qu'elle dévoilait des questions traitées, et surtout des acteurs impliqués.

8 Le séminaire était d'abord une conférence internationale faisant appel à des "spécialistes". Or, des intervenants étrangers, on put remarquer qu'ils furent, à une exception près, plus royalistes que le roi, c'est-à-dire plus fermement sévères à l'égard

des Etats-Unis d'Amérique que leurs hôtes iraniens eux-mêmes. L'exception fut celle de l'expert (un vrai expert) du Stokholm International Peace Research Institute présentant à des auditeurs extraordinairement attentifs des expériences de développement de mesures de confiance *(CBM)* entre riverains d'autres espaces maritimes étroits, et s'interrogeant sur la possibilité de rétablir stabilité et sécurité dans le Golfe par des mesures similaires. Mais les autres intervenants, du réprésentant du ministère des Affaires étrangères de Russie qui en appela au Conseil de Sécurité, du délégué chinois dont la communication portait pour titre "We Oppose Intervention of Outside Forces in the Persian Gulf", ou du chercheur allemand qui se livra à un brillant réquisitoire contre l'impérialisme occidental, jusqu'à l'universitaire new-yorkais plein d'humanisme, ne purent susciter ni débat ni réflexion partagée. La division du séminaire en séances parallèles, les impératifs d'un programme extrêmement chargé, les surprises de ses modifications impromptues, et finalement le passage par la traduction simultanée en persan parachevaient la normalisation des discours, quand ce n'étaient pas les organisateurs eux-mêmes, réitérant avec constance que le mot "Golfe" devait toujours et indiscutablement être suivi de l'adjectif "persique", y compris s'agissant du Conseil de Coopération du Golfe (lequel regroupe, comme on sait, six Etats arabes).

9 Ensuite, le séminaire donna lieu à un échange nourri entre interlocuteurs iraniens et arabes à propos des questions sécuritaires communes et, au-delà, de la dimension de politique intérieure de cette question pour chacun des Etats de la région. Il permit surtout de confronter des diagnostics discordants et des propositions divergentes, s'agissant des menaces à la sécurité régionale comme des méthodes et moyens pour rétablir une stabilité menacée. Nombre d'experts de l'IPIS et plusieurs universitaires iraniens sont revenus sur le caractère déstabilisant des interventions américaines dans la région et sur leurs effets triplement négatifs: en introduisant des déséquilibres artificiels (en particulier en ostracisant Iraq et Iran), en élevant dangereusement le niveau qualitatif et quantitatif de la militarisation (par les achats d'armes des Etats membres du CCG, mais aussi par la course au maintien d'une supériorité israélienne), et enfin en minant des régimes monarchiques à la légitimité déjà fragile.

10 Le "vide politique" consécutif à la crise de 1991 faisait l'objet d'une préoccupation similaire des intervenants arabes, mais à partir d'une analyse différente. Plusieurs d'entre eux admirent la nécessité de réformes intérieures dans leur pays, mais refusèrent de prendre la République islamique pour modèle, se plaignant au contraire de ce que le "zèle dogmatique" de celle-ci contribuait à nourrir l'inquiétude des petits Etats riverains du Golfe et, par conséquent, les contraignait à recourir à une "protection" américaine. Au sein d'un groupe où la plupart des pays arabes (y compris ceux du Maghreb) étaient représentés, deux ténors jouaient le rôle de leaders implicites, par la cohérence et la vigueur de leurs interventions dans ce débat sur la sécurité. Un professeur de l'Université du Caire rappela le rôle pivotal joué par l'Egypte tant dans les négociations du Proche-Orient que dans la défense collective des pays arabes du Golfe (en particulier à travers la Déclaration de Damas d'avril 1991, commune aux Etats du CCG et à la Syrie et l'Egypte), montrant la résilience de la solidarité arabe et dévoilant en creux le clivage entre Arabes et Persans. De son côté, un groupe d'universitaires koweitiens tranchait par sa liberté de ton et la lucidité des analyses proposées. Tant le traumatisme de l'invasion iraquienne que l'expérience, soit de l'occupation, soit d'un exil londonien, ont aiguisé chez ces intellectuels l'aspiration à l'indépendance et à la démocratie, si bien que, tout en critiquant les monarchies

autoritaires arabes, ils rappelèrent courtoisement à leurs interlocuteurs iraniens qu'ils n'étaient guère séduits par le modèle de la République islamique.

11 Même en l'absence de l'acteur iraquien, absence que la stratégie américano-saoudienne vise à prolonger indéfiniment, les uns et les autres se déclarèrent conscients de l'urgence d'améliorer la communication et la confiance d'une rive à l'autre du Golfe. Mais sur quel mode? Si les échanges économiques et les réseaux personnels entre l'Iran et certaines monarchies arabes comme Qatar sont relativement denses, des contentieux comme ceux des îles Tomb ou la répression des chiites à Bahrein risquent d'obérer longtemps la normalisation. Quant au renforcement d'une organisation régionale regroupant le géant iranien et les micro-Etats arabes, elle risque d'être perçue comme un moyen "d'augmenter et améliorer l'influence de la République islamique dans le Golfe persique et sur la scène internationale", comme le déclara avec candeur un chercheur de l'IPIS. C'est donc peut-être une vertu de ce genre de réunion que de faire prendre aux uns et aux autres la mesure de ce qui les sépare mais aussi la conscience de l'urgence d'y remédier.

12 Car, finalement, le séminaire fonctionna aussi à un troisième niveau qui ne fut, lui, jamais explicité. Celui du débat interne à l'Iran à propos des orientations prioritaires du pays, entre autres sur la scène régionale et internationale. Partage du temps de parole, jeu des questions et des réponses constituent un autre aspect de ce genre de réunion, riche d'enseignements pour qui s'intéresse aux luttes de pouvoir sur la scène iranienne. Dans une problématique régionale et dans la perspective des "changements structurels du système international", l'éventualité d'avancées dans les négociations israélo-arabes (rappelons que Shimon Pérès venait de prendre les rênes du gouvernement en Israël) et en particulier d'un accord entre Damas et Jérusalem, ne pouvait que ranimer le débat entre modérés et radicaux soutenant les organisations arabes opposées à toute normalisation avec Israèl (Jihâd palestinien, Hizbollah libanais..). Ainsi donc, le refroidissement de "l'alliance stratégique" nouée depuis 1982 avec Damas ou l'amélioration des relations avec l'Egypte et les monarchies du Golfe à la faveur de mutations dans l'espace arabe méditerranéen ne seraient-ils pas sans conséquences dans les équilibres internes de la République, en même temps qu'ils étaient le reflet de ces évolutions internes. Et si les variables externes indépendantes (marché des hydrocarbures, niveau d'intervention militaire américain) de l'avenir de la sécurité du Golfe étaient repérées et fréquemment dénoncées, les variables dépendantes internes à chaque espace politique de la région mériteraient plus d'attention. Le rappeler fut un des mérites de ce séminaire.

RÉSUMÉS

Il faut déméler dans le déroulement complexe de ce séminaire trois conférences emboîtées et emmêlées, dont chacune méritait attention pour ce qu'elle dévoilait des questions traitées, et surtout des acteurs impliqués. Cette rencontre était d'abord une conférence internationale faisant appel à des « spécialistes ». Elle donna lieu ensuite à un échange nourri entre interlocuteurs iraniens et arabes à propos des questions sécuritaires comunes et, au delà, de la

dimension de politique intérieure de cette questiion pour chacun des Etats de la région. Enfin, elle fonctionna aussi à un troisième niveau qui ne fut, lui, jamais explicité. Celui du débat interne à l'Iran à propos des orientations prioritaires du pays, entre autres sur la scène régionale et internationale.